



coalitie tegen de honger  
coalition contre la faim



Photo: © Jimmy Kets

## S'attaquer à l'inégalité financière

Comment une politique belge en faveur du secteur privé peut-elle fortifier l'agriculture familiale ?



Photo: Vredeseilanden



## Coalition contre la faim

Depuis 2002, la Coalition Contre la Faim et ses 20 membres<sup>1</sup> s'investissent, avec le soutien du Fonds belge pour la sécurité alimentaire, pour une politique belge et internationale qui vise à bannir la faim dans le monde. Pour atteindre ses buts, la Coalition Contre la Faim formalise des positions sur la Coopération au Développement belge et les points de vue défendus dans des organisations internationales et des forums. Elle organise des ateliers et débats, des séances d'audition et interpellations au Parlement fédéral, participe aux congrès et débats autour de la question agricole et sensibilise le large public sur ces thèmes. La Coalition Contre la Faim désire entretenir le débat et réalise des dialogues sous forme de Tables Rondes sous le nom « La politique belge contre la faim ? », où des différents points directement ou indirectement liés à la problématique de l'agriculture familiale durable sont mis en débat.

<sup>1</sup>11.11.11, AD Gembloux, Boerenbond, Broederlijk Delen, Caritas Belgique, CNCD-11.11.11, Rode Kruis België, CSA, Entraide et Fraternité, FIAN, FUGEA, Le monde selon les femmes, Louvain Développement, Oxfam-Solidariteit, Oxfam-Magasins du monde, Oxfam Wereldwinkels, SOS Faim, Trias, Dierenartsen zonder Grenzen et Vredeseilanden.

# 1. Introduction

Depuis peu de temps, on débat en Belgique sur la place du soutien au secteur privé dans les pays du Sud dans la coopération au développement. Cette politique est depuis un an fort critiquée. Ainsi, 11.11.11 a publié une recherche critique de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO) qui a provoqué un débat parlementaire, une évaluation accélérée par le Service Evaluation spéciale de l'administration de la coopération au développement (DGD) et qui a révélé le besoin d'une nouvelle législation. Depuis peu de temps, l'administration travaille aussi à une note stratégique relative au soutien au du secteur privé, qui doit remplacer la note actuelle de 2004.



Pour la Coalition Contre la Faim, il est important que l'agriculture familiale durable soit prioritaire au sein d'une politique de soutien au secteur privé local, puisque l'agriculture est un secteur crucial dans la plupart des pays partenaires. L'agriculture et la sécurité alimentaire restent des secteurs prioritaires pour la coopération belge. Donc, une politique cohérente signifie aussi que la stratégie vers le secteur privé locale fortifie les objectifs de la stratégie visant le développement de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

La Coalition Contre la Faim veut formuler quelques suggestions concrètes pour qu'une politique inclusive de soutien au secteur privé locale fortifie l'agriculture familiale durable. Sur la base de notre analyse, cette politique doit se baser sur des points essentiels.

## Le soutien du secteur privé :

- reconnaît la place cruciale de l'agriculture familiale – le plus grand secteur (privé) économique dans beaucoup de pays – dans le développement économique, social et écologique.
- développe des initiatives qui inversent la marginalisation de l'agriculture familiale et développent une approche inclusive visant l'augmentation de la productivité par des pratiques agro-écologiques durables, la fortification de l'accès aux marchés locaux, régionaux et, sous certaines conditions internationales, favorisent une régularisation contraignante pour autres acteurs (acheteurs, commerçants, traiteurs, distribution, etc.).

- ne peut pas se passer d'un rôle régulateur actif des autorités qui doivent être mises en conditions pour mener une vraie politique agricole, protéger les propres marchés et imposer des normes écologiques et sociales contraignantes aux différents acteurs.
- développe et soutient des initiatives qui procurent un financement adapté aux petits paysans qui promeuvent un système alimentaire durable directement, par le soutien financier et le renforcement des capacités, et indirectement, par le soutien aux autorités locales et régionales dans la réforme et la régularisation du secteur financier.

La Coalition Contre la Faim souhaite un dialogue avec les responsables politiques concernant la stratégie pour le développement du secteur privé et les instruments les plus adaptés à mettre en œuvre, parmi lesquels une agence « BIO » réformée. Ce dossier vise à définir des besoins des agriculteurs familiaux et de leurs organisations dans le Sud. On met l'accent en amont sur la production et la sous-traitance comme en aval sur la commercialisation et le traitement des produits agricoles. Géographiquement, ce rapport n'a pas de point spécifique et présente des cas de différents pays dans différents continents, notamment d'Afrique et d'Amérique latine. Dans la plupart des cas, il s'agit d'économies agricoles où la majorité des personnes pauvres se trouvent en milieu rural (l'Afrique subsaharienne) ou des économies de transition où le PNB est généré principalement dans des secteurs non-agricoles, mais où la plupart de pauvres se trouvent toujours dans les régions rurales<sup>2</sup>.



Photo: ©Jimmy Kets

<sup>2</sup>World Bank (2007) *World Development Report 2008: Agriculture for Development*. Washington DC, World Bank.

## 2. Le secteur privé et le développement

De plus en plus, le secteur privé devient un acteur important dans la coopération au développement. Pour certains, ça provoque un malaise. D'une part, les entreprises n'ont-elles pas comme finalité que la recherche de bénéfices, souvent aux frais de la pauvreté et développement durable ? D'autre part, les entreprises contribuent aussi au développement. Elles s'occupent d'investissements, d'emplois, des personnes avec un revenu stable et des revenus indispensables pour des autorités dans le but de renforcer un secteur public adéquat. Un secteur privé fleurissant constitue donc un grand potentiel pour contribuer au développement durable. Ce potentiel peut seulement être encadré par un rôle entreprenant et régulateur des autorités. La bonne santé publique et l'enseignement contribuent à la formation d'une main-d'œuvre saine, qualifiée et productive. Les autorités doivent aussi garantir la stabilité économique et politique et de financement à long terme face à des évolutions prévisibles de sorte que la fonction d'entrepreneur soit stimulée et le secteur privé puisse grandir. En même temps, la capacité régulatrice des autorités est aussi d'une importance primordiale pour

s'en occuper que la croissance du secteur privé vise le développement humain durable et contribue aux objectifs du développement et la lutte contre la pauvreté.

Comme ailleurs, le secteur privé dans les pays en voie de développement est à tel point varié que sa contribution est énormément dépendante du caractère de l'entreprise, du secteur, du marché, etc. Le secteur privé s'incarne dans une gamme très étendue d'entités formelles et informelles, de grandes entreprises multinationales, d'entreprises publiques et locales aux entreprises micro, de petite et de moyenne importance<sup>3</sup> et toute une série d'entreprises sociales. Toutes contribuent aux manières différentes et sous très différentes conditions au développement humain durable et à la lutte contre la pauvreté. Une stratégie inclusive pour le soutien du secteur privé doit commencer par une analyse approfondie et spécifique du contexte de cette diversité et le potentiel des diverses composantes pour générer un impact effectif de développement et une plus-value pour les groupes de population les plus pauvres.



<sup>3</sup>Dans la littérature spécialisée, on parle de Micro, Small and Medium Sized Enterprises (MSME's)/ Petites et Moyennes Entreprises (PME). Aujourd'hui il n'existe pas de définition universelle de MSME, mais la plupart de définitions utilisées sont basées sur un nombre d'employés, de chiffre d'affaires et de capitalisation. Selon la Banque Mondiale, les PME's ont maximum 300 employés, 15 million USD (dollar US) de chiffres d'affaires et un capital d'une valeur maximal de 15 million USD. Pour la Banque africaine de développement (BAD), PME's sont toutes les entreprises avec maximum 50 employés, pour le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) c'est maximum 200 employés. A voir: Gibson, T. & van der Vaart, H.J. (2008), Defining SME's: A Less Imperfect Way of Defining Small and Medium Enterprises in Developing Countries, Brookings Global Economy and Development, [http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2008/9/development%20gibson/09\\_development\\_gibson](http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2008/9/development%20gibson/09_development_gibson)

### 3. L'agriculture familiale comme secteur privé



L'agriculture est le secteur économique le plus important du monde. D'après les estimations, 2,6 milliard de personnes, donc 40% de la population mondiale totale, sont directement dépendantes de l'agriculture pour leur vie. Cette contribution au développement de l'agriculture au développement économique est absolument cruciale dans beaucoup de pays en voie de développement. Différentes études montrent que la croissance du secteur agricole contribue 4 fois plus à la lutte contre la pauvreté que la croissance dans d'autres secteurs<sup>4</sup>. Quand le revenu des agriculteurs augmente, la demande aux services spécifiques et des produits non-agricoles augmente aussi. Une production agricole améliorée crée aussi une forte demande en unités de transformation. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a calculé « l'effet multiplicateur » de l'agriculture en Afrique. Des estimations varient entre une augmentation du revenu de 60 cent des activités non-agricoles pour chaque hausse du revenu de l'agriculture de 1 dollar au Niger jusqu'à presque un doublement (hausse de 1.88 USD du revenu non-agricole pour chaque dollar de plus en production dans l'agriculture) au Burkina Faso. En Afrique subsaharienne, l'agriculture représente

30% du PNB, 40% des exportations et pour plus de 70% de l'emploi<sup>5</sup>. L'agriculture est donc une clé importante pour le développement durable et à la lutte contre la pauvreté.

85% des 525 millions d'agriculteurs du monde peuvent être définis comme des agriculteurs familiaux à petite échelle qui cultivent des lopins de terre de maximum 2 ha<sup>6</sup>. Ce sont des agriculteurs familiaux qui produisent les plus grandes quantités de nourriture et cultivent presque 60% des surfaces de culture disponible, souvent aux sols moins fertiles et insuffisamment irrigués<sup>7</sup>. Le Rapporteur Spécial (des Nations Unies) sur le Droit à l'Alimentation, Olivier De Schutter, reconnaît le potentiel des agriculteurs familiaux à petite échelle en créant l'emploi avec un maintien des écosystèmes existants<sup>8</sup>. L'agriculture familiale à petite échelle est un vrai secteur clé dans le tissu économique et locale dans beaucoup de pays en voie de développement. Une agriculture familiale durable, florissante et productive qui garantit un revenu digne pour les agriculteurs, est une condition pour le développement d'un marché local où d'autres secteurs économiques peuvent fleurir.

<sup>4</sup>IFAD (2011), IFAD Rural Poverty Report 2011, [http://www.ifad.org/rpr2011/report/e/print\\_rpr2011.pdf](http://www.ifad.org/rpr2011/report/e/print_rpr2011.pdf)

<sup>5</sup>Livingston, G., Schonberger, S. & Delaney, S. (2011), Sub-Saharan Africa: The state of smallholders in agriculture, IFAD, <http://www.ifad.org/events/agriculture/doc/papers/livingston.pdf>

<sup>6</sup>Idem.

<sup>7</sup>IAASTD, Synthesis Report, 2008, [http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads\\_Synthesis%20Report%20\(English\).pdf](http://www.agassessment.org/reports/IAASTD/EN/Agriculture%20at%20a%20Crossroads_Synthesis%20Report%20(English).pdf); Perkins, A., 'The future for agriculture in Africa', in: *The Guardian*, 09-07-2008.

<sup>8</sup>De Schutter, O., Agro-ecology and the Right to Food, 2011, [http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308\\_a-hrc-16-49\\_agroecology\\_en.pdf](http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_en.pdf)

## 4. L'agriculture comme pierre angulaire d'une transition vers un système alimentaire durable

Photo: Vredeseilanden



La population mondiale croissante, l'urbanisation croissante et chaotique, les habitudes alimentaires changeantes, la haute empreinte écologique et le changement climatique sont aujourd'hui de grands défis pour le secteur agricole. L'agriculture est le secteur économique le plus grand du monde et aussi un des plus problématique, parce qu'elle n'est généralement pas durable. La production agricole est responsable de 70% d'utilisation totale d'eau et pour 10 à 12% des émissions de gaz contribuant à l'effet de serre<sup>9</sup>. En tenant compte du traitement, de l'emballage, du transport, etc., le pourcentage est encore plus haut. Annuellement, 13 millions ha de forêt sont dévastés par l'extension de terres cultivables et la productivité des surfaces de culture subissent de fortes pressions suite aux diverses formes d'érosion, la salinisation et d'autres formes de dégradation des sols. La dépendance aux

engrais azotés et aux pesticides renforce une forte dépendance à l'égard des combustibles fossiles nécessaires pour la production. Le système alimentaire mondial actuel affaiblit la capacité à produire de la nourriture dans l'avenir. En 2050, nous serons 9 milliard. La demande de nourriture, d'aliments pour bestiaux et de fibres augmentera, tout comme la consommation de viande par suite de prospérité croissante<sup>10</sup>.

Le défi crucial est donc d'augmenter la production alimentaire tandis que l'impact écologique doit baisser. beaucoup d'études, parmi lesquelles le rapport de l'International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD) de la Banque Mondiale et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), constatent qu'une agriculture

<sup>9</sup>IPCC, Climate Change 2007: Mitigation of Climate Change, Chapter 8: Agriculture.

<sup>10</sup>FAO, How to feed the world in 2050?, [http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/docs/expert\\_paper/How\\_to\\_Feed\\_the\\_World\\_in\\_2050.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/wsfs/docs/expert_paper/How_to_Feed_the_World_in_2050.pdf)

familiale durable – un modèle agricole où la production alimentaire augmente, l'émission de gaz contribuant à l'effet de serre baisse, le gaspillage alimentaire baisse et où le sol et l'eau sont intégrés dans la production agricole d'une manière durable – est d'une grande importance pour la stabilité et la lutte contre la pauvreté.

L'agriculture familiale durable offre une réponse réelle à ces défis :

- En utilisant les technologies et les inputs corrects, l'agriculture est suffisamment productive pour fournir de la nourriture à une population mondiale en rapide croissance ;
- L'agriculture familiale durable connaît un impact écologique très limité ;
- La plus-value économique qu'elle génère, se concentre plus sur le producteur et devient un catalyseur pour la croissance d'autres secteurs économiques ;
- L'agriculture familiale crée des emplois et des revenus dignes en milieu rural et est un frein important à l'exode urbain effréné et les flux migratoires nuisibles.

L'agriculture familiale à petite échelle est souvent classée comme un 'idéal romantique' ; charmant, mais marginal et voué à rester comme ça. De plus en plus, il s'avère que l'agriculture familiale basée sur des méthodes de production agro-écologiques avec des inputs corrects et des conditions durables, constitue une vraie alternative pour le système alimentaire actuel. Leur créativité et flexibilité font des agriculteurs familiaux des entrepreneurs excellents, à condition qu'ils aient accès au capital suffisant et d'autres moyens pour transformer leurs fermes en des établissements profitables, productifs et durables. En outre, des interventions en dehors des exploitations agricoles sont aussi importantes. Des marchés locaux et régionaux doivent être accessibles, transparents et suffisamment élargis. Cela signifie que les agriculteurs doivent disposer de l'information suffisante sur les marchés, le transport, les installations de stockage, etc. De plus, les autorités locales et régionales doivent être capables de contrôler le comportement d'autres acteurs des filières (acheteurs, transformateurs, distributeurs, etc.) et, si nécessaire, les corriger.

## L'agriculture familiale a un problème structurel

La position marginale de l'agriculture familiale dans le système alimentaire résulte aussi et surtout de causes structurelles d'une production inefficace et de ventes déficientes. A la suite des politiques « d'ajustement structurel » à partir des années 1980, des marchés locaux, y compris pour les produits agricoles, furent libéralisés. Ceci ouvrait les portes pour les grands acheteurs, commerçants intérieurs et surtout extérieurs, les investisseurs, etc. Cette politique de libéralisation s'est accompagnée d'une réduction ou l'abolition de restrictions douanières, de règles de subsidiassions, de limitations d'importation et de mesures de protection pour le marché interne. De cette façon, beaucoup de pays en voie de développement n'ont plus pu mener leur propre politique agricole comme l'Europe et les E.-U. le faisaient pour leur propre production alimentaire. Pour des agriculteurs familiaux, il devenait souvent impossible de concurrencer les produits bons marchés importés. Sans un véritable politique agricole, sur la base d'une protection du marché local au moyen de redevances à l'importation et de soutien aux investissements, l'agriculture familiale durable n'a aucune chance. Au départ d'une perspective d'une politique cohérente pour le développement, une approche fédérale est nécessaire en faveur de mesures protégeant les marchés locaux contre l'importation à bon marché, par des quotas ou/et des taxes à l'importation, en combinaison avec des investissements en développement agricole durable, notamment en Low Income Deficit Countries.

## 5. Besoin de plus de soutien et d'accès au marché à travers le monde pour des agriculteurs familiaux

De nos jours, la plus grande partie d'alimentation est produite par des agriculteurs familiaux à petite échelle. Assez paradoxalement, 80 % des gens souffrant de la famine sont des paysans ou paysannes familiaux. Leurs revenus d'activités agricoles ne suffisent pas pour pourvoir aux besoins de leur famille. La clé de la lutte contre la pauvreté est un accroissement substantiel des revenus nets d'activités agricoles ex. par des techniques agricoles durables, diversifiées et productives et un accès au marché amélioré.

L'inefficacité de l'agriculture familiale telle qu'elle existe aujourd'hui dans les pays en voie de développement, est souvent la conséquence d'une disponibilité réduite d'intrants agricoles adaptés et durables, la pression de critères de qualité contraignants et inadaptés pour les producteurs et un accès déficient aux marchés locaux, régionaux et internationaux. Des paysans à petite échelle ne sont pas à même d'éviter ces handicaps parce que, contrairement autres acteurs agro-industriels, ils ont insuffisamment d'accès à des terres agricoles productives, à des crédits adaptés aux prévisions

relatives aux conditions atmosphériques, à la technologie et à l'information sur les marchés.

Le soutien des entrepreneurs à petite échelle - les agriculteurs familiaux - exige une approche de ces handicaps. Le développement et l'implémentation à grande échelle d'octroi de crédits adaptés et de mécanismes pour la limitation des risques sont d'une importance essentielle. Le soutien du secteur privé doit miser au maximum sur la transition d'une agriculture de survie vers une agriculture plus durable, orientée vers le marché. Cela signifie que les différents acteurs de la coopération belge doivent soutenir les pays partenaires et les acteurs sociaux locaux (organisations paysannes, syndicats, coopératives, ONG locales.) dans la réalisation de programmes créant des conditions pour un secteur alimentaire local, en vue d'atteindre une souveraineté alimentaire durable. Dans des économies agricoles en développement, nous voyons que de grandes entreprises agro-industrielles reprennent de plus en plus des activités dans la chaîne alimentaire avec une grande valeur ajoutée. Le rôle des agriculteurs est réduit à celui d'un fournisseur pur et simple de matières premières et de labeur. Ceci



Photo: ©Tim De Weerd

rend l'agriculture l'une des activités les plus risquées et les moins rentables dans la chaîne alimentaire.

Miser sur la transition vers un modèle le plus durable et plus orienté vers le marché pour l'agriculture familiale à petite échelle est une des pistes possibles pour convertir ce processus.

Pour combler les handicaps de l'agriculture familiale, durable, des solutions orientées sur le marché et sur le secteur privé local, peuvent jouer un rôle important. De bonnes solutions orientées vers le marché doivent donner une réponse aux grands déséqui-

libres entre les agriculteurs familiaux et durables et les entreprises agro-industrielles dominantes. Pour la coopération au développement, un rôle important concerne la stimulation et le support actif de nouvelles formes de coopération entre entreprises locales, organisations de producteurs, prestataires de services financiers et non-financiers et les autorités. Cette approche doit être complétée d'une politique de coopération cohérente renforçant l'agriculture familiale durable. Dans cette perspective, aussi bien les autorités, que les entreprises privées, les organisations de producteurs et les ONG jouent un rôle.

## Accès au marché: une question de pouvoir?

Des agriculteurs et éleveurs à petite échelle sont confrontés dans la chaîne agro-alimentaire avec des entreprises disposant de plus en plus de pouvoir économique. Un nombre grandissant d'entreprises agricoles familiales se trouvent devant un nombre limité de fournisseurs, de commerçants et de transformateurs. En Europe de l'Ouest p.ex. seulement 110 centrales d'achats sont responsables de 85 % des achats alimentaires. Elles relient 3,2 millions de producteurs à 160 millions de consommateurs. Un quart de la totalité de la vente de produits alimentaires et de boissons dans le monde est entre les mains de seulement dix entreprises, et pas moins de 8 % de ce qu'achètent des gens dans ce monde est acquis dans un Wall Mart-supermarché<sup>11</sup>. Des supermarchés et des centrales d'achat deviennent de plus en plus puissants et utilisent leur pouvoir économique souvent à augmenter leurs marges au désavantage des agriculteurs familiaux qui ne voient plus aucune issue parce que leur position de négociation est devenue trop faible. Dans l'élevage, la situation est davantage détériorée et il ne reste plus qu'une petite poignée de grands acteurs. Par exemple dans le secteur des reproducteurs (géniteurs), seulement 2 entreprises européennes fournissent 90 % des géniteurs des poules pondeuses à travers le monde entier. La culture d'intégration verticale dans l'élevage forme également une menace pour l'agriculture familiale. Ici, les intégrateurs, les abattoirs et/ou entreprises de fourrage déterminent quels animaux sont reproduits et fournissent quand et quel fourrage et quelle médication doivent être utilisés. Ceci réduit les éleveurs contractuellement à des ouvriers au bas salaire qui, dans le pire des cas, doivent en plus supporter les risques financiers et de production. Les marchés partout dans le monde se sont fortement modernisés et restructurés ces derniers 20 à 30 ans. La concentration et l'intégration verticale de ces marchés se réalisent, comme en Europe et aux E.-U., à un rythme accéléré en Amérique Latine et en Asie. Depuis 2000, la quote-part d'alimentation vendue via des chaînes de supermarchés en Amérique Latine s'élève entre 50 et 60 % et approche ainsi la quote-part enregistrée dans un pays comme la France ou même les E.-U.<sup>12</sup>. Cette évolution va de pair avec une marginalisation de l'agriculture familiale à petite échelle dans le Sud. Celle-ci ne dispose en effet pas des avantages d'échelle nécessaires pour approvisionner les acteurs en aval dans la chaîne. L'économie d'échelle nécessaire pour pouvoir approvisionner les grands acteurs et les standards et les critères de qualité requis par ces acteurs (GlobalGap, HACCP, etc.) forment un seuil supplémentaire. Pour ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, les marchés informels, non-modernisés représentent provisoirement de loin la plus grande quote-part de la vente alimentaire. Mais dans des pays tels que l'Afrique du Sud et le Kenya et dans les grandes villes africaines, cette situation évolue vite<sup>13</sup>.

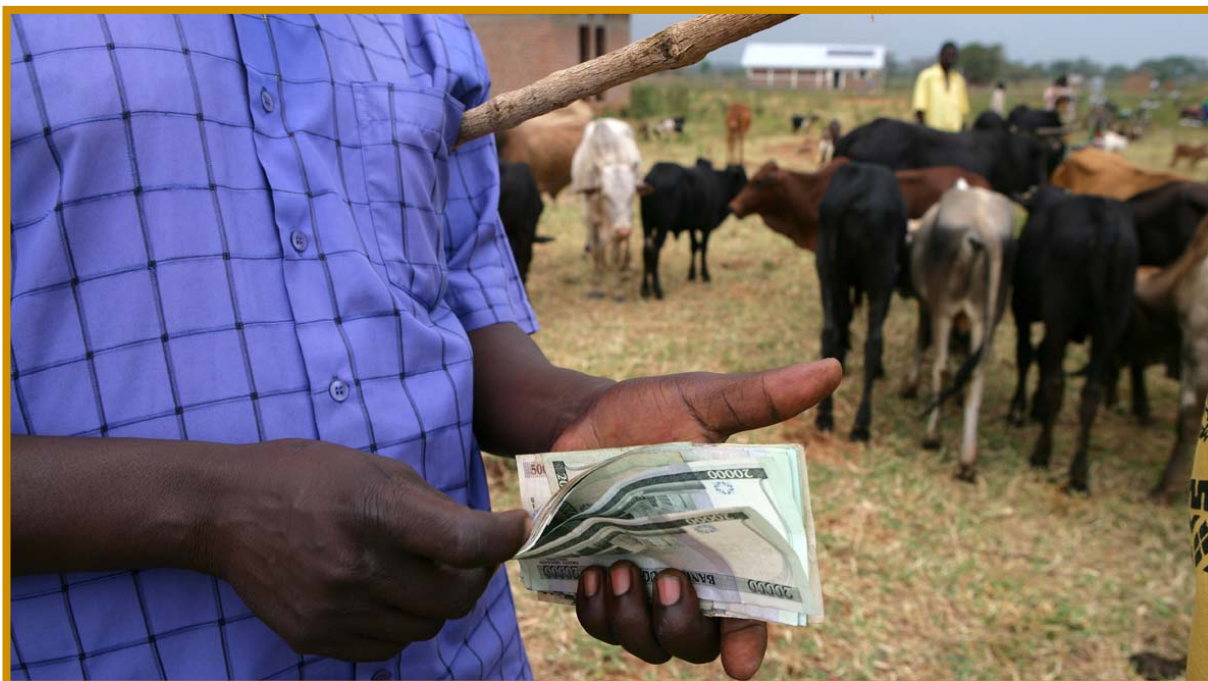
<sup>11</sup>MacMillan, T., Power in the food system, Understanding trends and improving accountability, 2005.

<sup>12</sup>Ruben, R, Slingerland, K. & Nijhoff, H. (eds.) (2006), The Agro-Food Chains and Networks for Development. New York, Springer, p. 87.

<sup>13</sup>[www.regoverningmarkets.org](http://www.regoverningmarkets.org)

## 6. Comblant le déficit de financement

Photo: ©Layla Aerts



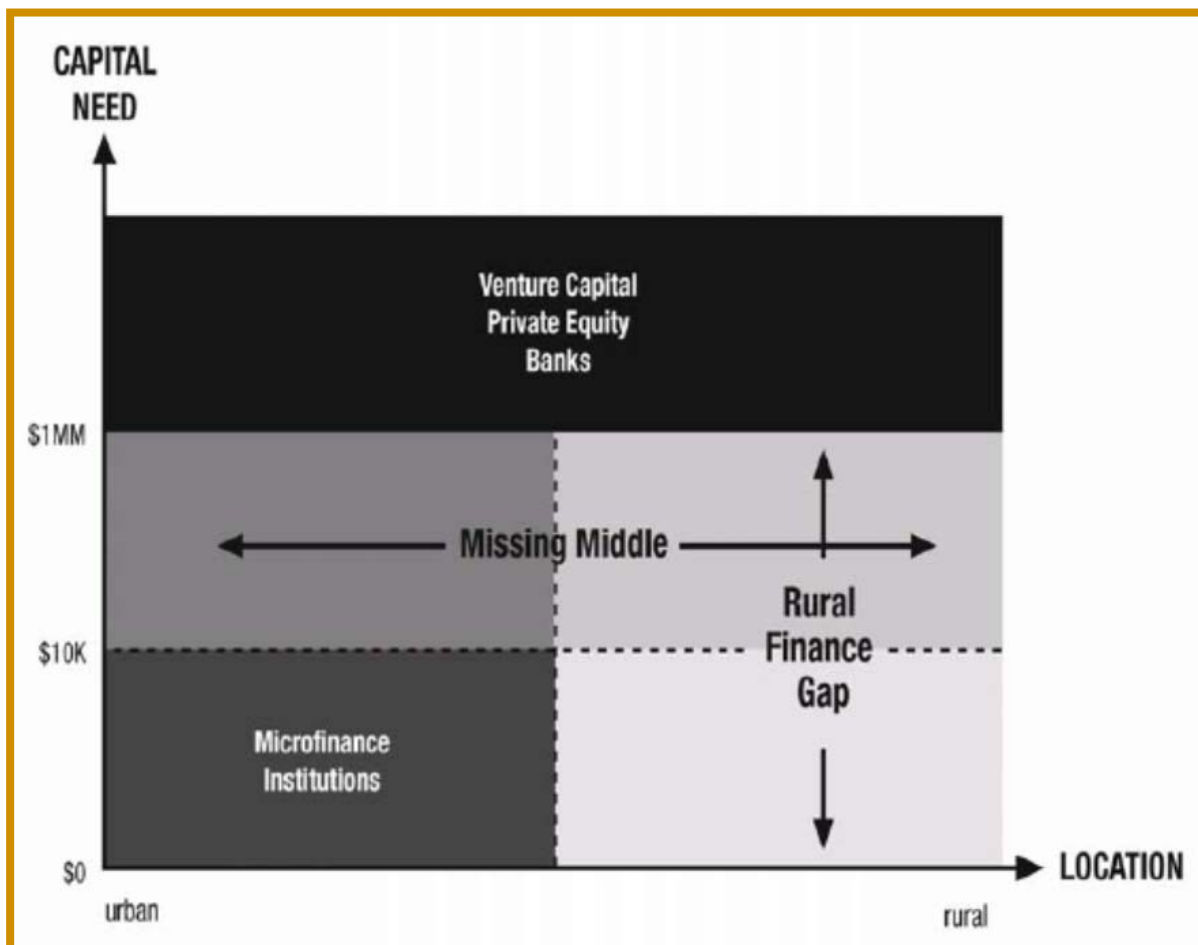
De nos jours, nous voyons que la plupart des activités de soutien au secteur privé sont orientées vers des acteurs accédant déjà au marché. Des agriculteurs familiaux agissent souvent dans des systèmes de marché sous-développés, où les frais et risques d'entrepreneuriat forment un frein pour les investissements commerciaux. L'accès aux différentes formes de capital d'investissement est dès lors limité. Malgré que des systèmes de micro-financement se sont entretemps largement répandus et ont prouvé leur utilité, ils offrent surtout des crédits individuels relativement limités, à des fermiers à court terme et à un taux d'intérêt élevé. De prêts plus importants à plus long terme et du capital à risque pour de nouvelles initiatives dans la commercialisation collective, la transformation et la négociation de produits restent plus ou moins hors d'atteinte pour de petits producteurs agricoles organisés. Les institutions bancaires sont en plus insuffisamment organisées ou estiment que le rendement attendu ne peut justifier le risque d'investissement. Une bonne estimation du risque liée au financement de PME augmente les frais de transaction. Pour les banques, il est dès lors plus intéressant de fixer les montants des crédits octroyés le plus élevés possible, de sorte

que des petites entreprises avec des besoins de financement relativement peu élevés, ne peuvent obtenir de crédit. En Afrique, moins de 1 % des crédits commerciaux est destiné au secteur agricole<sup>14</sup>. Des prêts et du capital d'investissement étrangers sont souvent uniquement accessibles pour des entreprises agro-industrielles à grande échelle.

On peut donc parler d'un fossé à deux dimensions dans le marché. D'un côté, une dimension liée à la localisation; il s'agit des investissements dans des entreprises rurales qui sont trop éloignées des centres urbains pour des financiers conventionnels, ce qui rend le risque difficile à estimer et qui augmente les frais de transaction. D'autre part, il y a une dimension liée à l'échelle; les montants nécessaires sont trop grands pour le micro-financement classique et trop petits pour les rendre attractifs pour les financiers commerciaux. Il est difficile de mentionner un montant précis parce que cela dépend évidemment fortement du contexte. En général, on parle de besoins de financement quelque part entre 10.000 DUS et 1 million de \$US (env. de 7.500 jusqu'à 750.000€)<sup>15</sup>.

<sup>14</sup>Doran, A., McFadyen, N. & Vogel, R., The Missing Middle in Agricultural Finance. Relieving the capital constraints on smallholder groups and other agricultural SMEs, Oxfam Research Report, 2009, [http://www.ruralfinance.org/fileadmin/templates/rflc/documents/1265970373820\\_research\\_agricultural\\_finance.pdf](http://www.ruralfinance.org/fileadmin/templates/rflc/documents/1265970373820_research_agricultural_finance.pdf)

<sup>15</sup>Milder, B. (2008), Closing the gap: Reaching the missing middle and rural poor through value chain finance, in: *Enterprise Development and Micro-finance*, 19, 4, pp. 301-316.



Comblent le fossé de financement ci-dessus demande une approche diversifiée et plusieurs pistes pour correspondre aux caractéristiques complexes de la demande, de l'offre et de l'infrastructure. Une politique pour le développement du secteur privé ne peut pas être uniquement orientée vers les entreprises locales/nationales, les institutions (para) statales et les organisations locales (via le financement, l'assistance technique et la constitution de capacité), mais également sur la chaîne toute entière et sur la structure du marché.

Des interventions orientées sur la chaîne misent sur des relations entre entreprises et contiennent un éventail d'activités ayant comme but de rendre la chaîne plus inclusive et accessible pour des producteurs à petite échelle.

Une pareille approche orientée sur la chaîne assure également le développement d'activités dans des secteurs non-agricoles à plus grande productivité et aux revenus plus élevés. Il s'agit de changer et de renforcer les relations entre les divers acteurs et le flux d'information, ressources et biens dans la chaîne. Bien entendu, il faut aussi porter son attention sur d'autres composants du marché, comme le rôle des autorités, la présence d'infrastructure, etc., de sorte que le développement des marchés rapportent également quelque chose pour les producteurs marginaux. Ensuite, il faudra aussi faire attention au fait que les entreprises agricoles familiales ne se retrouvent pas dans une situation de "debt-trap", où le crédit initial ne peut être remboursé que par la souscription d'un nouveau crédit<sup>16</sup>.

<sup>16</sup>Mathias, E. (2012) Livestock out of balance: from asset to liability in the course of the livestock revolution. TradiNova Livestock. Published by the League of Pastoral Peoples and Endogenous Livestock Development (<http://www.pastoralpeoples.org/wp-content/uploads/2012/04/Livestock-from-asset-to-liability-11.pdf>)

## 6.1 Renforcer l'entrepreneuriat

Il est indispensable d'investir dans des organisations de producteurs innovatrices qui peuvent influencer et renforcer l'accès aux marchés locaux et régionaux et la position de concurrence des petits agriculteurs. Une politique de soutien au secteur privé peut investir dans des organisations de producteurs ou des entreprises et organisations spécialisées qui fournissent des services aux organisations de producteurs: 'développement d'entreprise' par des formations, des conseils, de l'accès à technologie, de l'accès au financement, la défense d'intérêts pour une politique inclusive dans le secteur privé, l'encouragement de débouchés locaux et nationaux pour les organisations de producteurs (programmes de repas scolaires, la vente garantie à travers des cahiers de charges pour l'approvisionnement public, ...), la création de normes nationales et régionales et des labels accessibles pour les producteurs locaux et les entreprises, etc. De plus, les organisations de producteurs peuvent être stimulées pour développer

des activités engendrant une valeur ajoutée et offre une position de marché plus forte pour les producteurs individuels, telle qu'une industrie de transformation locale pour leur production.

Le 'missing middle' n'est pas seulement dû à un fonctionnement défectueux du côté de l'offre, mais également du côté de la demande. Un tiers Tout au plus des paysans familiaux s'est réuni dans des structures et des organisations de producteurs qui peuvent absorber des crédits plus grands, qui osent prendre des risques, et qui peuvent fournir une caution pour les crédits. Les organisations de producteurs réunissant des paysans familiaux, ont la possibilité de partager les risques et de renforcer la capacité de négociation. Outre l'offre de financement adapté et innovatif pour les petits agriculteurs, une politique de soutien au secteur privé doit aussi viser le renforcement des organisations de producteurs et de leurs capacités de gestion.

### Cacao provenant de Congo

Il y a 20 ans, les agriculteurs familiaux de la région du Bas-Congo avaient encore des revenus de l'huile de palme ou du café, mais progressivement ces marchés ont disparu à cause de la crise dans le pays. Le cacao est resté l'unique source de revenus. COCAMA, une organisation de 480 agriculteurs familiaux, veut produire un cacao de bonne qualité pour lequel ses membres reçoivent un prix correct. Depuis quelques années, TRIAS soutient le processus de professionnalisation de COCAMA. Les investissements que l'organisation a fait sur le plan du capital humain (formations, responsables de qualité, gestion démocratique de l'organisation), sur le plan de l'infrastructure (installations de fermentation et de séchage) et au niveau de la vente (jusqu'à maintenant exclusivement au marché belge), ont permis d'obtenir 3 containers remplis à un bon prix en comparaison avec les "voisins" qui sont toujours dépendant des revendeurs locaux. Cependant, il reste encore beaucoup de travail: les rendements doivent être améliorés, les frais sont encore trop hauts, la qualité doit être plus constante, le traitement doit être contrôlé, le chemin vers l'accès au marché se révèle long et dur, et le manque de crédit commercial fait que l'organisation a des difficultés pour faire concurrence aux autres revendeurs dans la région.

Dans le contexte Congolais, il n'est pas aisé de générer des revenus sur la base d'un modèle collectif de traitement et de commercialisation. Pourtant, il y a le potentiel nécessaire: les agriculteurs savent comment produire, l'infrastructure est suffisante pour garantir la qualité requise par le marché et selon les connaisseurs de cacao, les prix du marché international offrent des possibilités permanentes aux agriculteurs pour 'rémunérer' ces investissements dans la qualité. Il s'agit donc d'un bon projet d'investissement avec un vue réaliste sur l'impact durable (source: TRIAS).

## 6.2 Renforcer “l’infrastructure financière” locale

Le ‘missing middle’ est également et surtout une conséquence des frais de transaction élevés pour les prêteurs et les investisseurs. Ces coûts de transaction, tout comme le risque des investissements, diminuent lorsque l’infrastructure du secteur financier s’améliore. Par conséquent, une politique de soutien au secteur privé doit également se focaliser sur le renforcement de l’infrastructure financière locale en vue de limiter les frais de transaction et les risques. Pour cela, il existe différentes possibilités, souvent réalisées en étroite collaboration avec le secteur bancaire local et les autorités locales:

- Soutenir les fournisseurs de services spécialisés, innovatifs qui peuvent assister les agriculteurs pour percer sur les nouveaux marchés, et accorder des services spécifiques aux agriculteurs familiaux et aux organisations de producteurs.
- Renforcer des formes de crédits sans caution requise, par exemple des locations, de l’affacturage, des financements de contrats et du ‘warrantage’.
- La répartition de risques à travers des garanties partielles de crédits qui encouragent les banques commerciales à offrir des finance-

ments à long terme pour le développement d’entreprises.

- Collaborer avec des prêteurs, par exemple des banques commerciales et des banques pour le développement rural, avec l’objectif d’obtenir une organisation efficace au niveau local et de stimuler des partenariats avec les investisseurs sociaux, les NGO, etc.
- Investir dans des formes d’assurance qui sont adaptées aux besoins de l’agriculture à petite échelle, comme la ‘crop insurance’, l’‘index based weather Insurance’, etc.
- Collaborer avec des autorités nationales et locales qui dans certains cas peuvent agir comme financiers d’organisations de producteurs (là où le marché n’en est pas capable ou à des conditions inatteignables), comme régulateur efficace du secteur financier local et comme ‘risk-mitigator’, p.e. à travers de l’allocation de garanties.



## 7. Recommandations: Comment la politique de développement belge peut-elle contribuer à soutenir le secteur privé en faveur de l'agriculture familiale?

La coopération belge au développement partage le consensus croissant que le secteur privé, l'accent étant mis sur le développement du secteur privé local, joue un rôle important dans un période post-OMD. La politique belge multiplie donc ses efforts afin d'élaborer une politique saine et des instruments adaptés. La DGD travaille actuellement à une nouvelle note stratégique concernant le soutien et la promotion du secteur privé local dans les pays partenaires. L'instrument principal dont la Belgique dispose, la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO), est actuellement soumis à une évaluation exhaustive commanditée par le gouvernement qui est en l'actionnaire majoritaire. Redéfinir les conditions sous lesquelles le gouvernement laisse BIO disposer du capital constitue le défi que le gouvernement doit relever.

La Coalition contre la Faim lutte pour le soutien des agriculteurs familiaux et aspire à un développement agricole durable. L'agriculture est le secteur par excellence au sein de la coopération au développement où le soutien du secteur privé local est primordial. L'agriculture est la source principale de revenus pour une estimation de 86% des trois milliards d'habitants des zones rurales dans les pays en voie de développement. 80% des plus d'un milliard de personnes qui souffrent de la faim sont des agriculteurs.

La Coalition demande au gouvernement belge de tenir compte des politiques en faveur des producteurs agricoles familiaux lors de l'élaboration d'une nouvelle gestion du développement du secteur privé.



## I. Une politique belge de développement pour le soutien du secteur privé doit oser s'engager d'investir dans l'agriculture familiale et durable

L'agriculture est un des cinq secteurs prioritaires de la coopération au développement belge. Dans beaucoup de pays partenaires l'agriculture est un des secteurs indiqués prioritaires. **La note stratégique actuelle pour le secteur agricole et de la sécurité alimentaire, qui expose la vision et les priorités de la coopération belge au développement à cet égard, indique clairement que la Belgique soutient l'agriculture familiale dans le domaine de l'agriculture 'afin de contribuer à la sécurité alimentaire de la population dans nos pays partenaires et à une croissance économique durable qui crée du travail décent'.**

Le développement et/ou le renforcement des services financiers sont entre autres mentionnés parmi les priorités pour améliorer et garantir la production agricole. Au niveau de la commercialisation de la production, il est important d'améliorer l'accès au marché des produits locaux en soutenant les entrepreneurs et les associations ou organisations agricoles dans des domaines comme le traitement local des produits agricoles et la commercialisation des produits. Ce domaine d'intervention comprend en particulier '(1) le soutien des organisations de producteurs qui vendent en groupe en vue d'aug-

menter, qualitativement ainsi que quantitativement, la stabilité de l'offre; (2) le soutien à l'élaboration des systèmes d'information sur les prix et les opportunités du marché; (3) le développement des partenariats commerciaux entre les producteurs et les commerçants. [...]'

Afin de garantir la cohérence et l'efficacité de la politique, il est important que la coopération belge au développement adapte sa politique de soutien au secteur privé à la note stratégique pour le secteur agricole. Par ailleurs une organisation telle que BIO, dont le gouvernement belge est le principal actionnaire, et qui reçoit une grande part du budget belge de développement également investi dans le secteur agricole, doit respecter la note stratégique et doit accorder dans son fonctionnement et ses stratégies une attention appropriée au soutien des agriculteurs familiaux qui entreprennent. Or investir - à la fois directement dans des organisations de producteurs et indirectement (avec des gouvernements locaux) dans une réforme et une régulation du secteur financier local - dans l'agriculture familiale de petite taille équivaut à investir dans la durabilité.

### Coopératives d'épargne et crédit au Pérou

SOS Faim soutient deux coopératives de café au Pérou, notamment Naranjillo (4500 membres) et La Florida (1200 membres) qui annuellement exportent du café pour une valeur de 15 à 20 millions de dollars. Les besoins de financement des coopératives se situent aussi bien sur le long terme, pour des investissements dans des installations de traitement - qu'au court terme, notamment le prépaiement aux membres qui fournissent les coopératives. Aujourd'hui, les coopératives peuvent faire appel à quelques investisseurs sociaux du Nord (comme Alterfin et Oikocredit) pour financer la récolte. Une partie des revenus est investie dans les infrastructures et a servi pour créer des coopératives d'épargne et de crédit (Credinaranjillo en Crediflorida). Ces coopératives d'épargne et de crédits travaillent ensemble avec certains investisseurs sociaux comme le SIDI français. De plus, les deux coopératives font partie de Café & Cacao Peru, une association qui offre du support technique aux petits producteurs, comme des formations de gestion, de l'assistance technique sur le plan de la production biologique et du rehaussement de qualité. Aujourd'hui les coopératives sont à la recherche de moyens pour le développement et la consolidation de leurs activités d'épargne et de crédits, comme des lignes de crédits (Crediflorida et Credinaranjillo estiment les besoins annuels entre 600 000 et 1.5 millions de dollars) ou des participations dans les capacités propres des institutions d'épargne et de crédits des coopératives (pour Crediflorida la demande s'élève à € 820000) (source: SOS FAIM).

## II. La coopération au développement belge doit se concentrer plus sur le 'missing middle' dans le secteur agricole

Dans le secteur agricole dans les pays en voie de développement, nous constatons un fossé entre les petits emprunts à travers micro financement et les grandes entreprises qui ont un accès plus aisé accès, le fameux 'missing middle'. Pour le financement des PME agricoles, naissantes ou croissantes, les coûts de transaction et l'évaluation du risque sont trop élevés (par exemple le risque de mauvaises récoltes causé par la sécheresse ou des inondations). Les agriculteurs ambitieux dans le Sud continuent à se heurter à l'accès difficile au crédit, ce qui constitue une sérieuse entrave au développement et à la lutte contre la pauvreté.

Il est important que la coopération belge au développement y apporte une réponse dans sa nouvelle note stratégique et qu'elle donne priorité au développement de stratégies permettant de combler ce fossé du financement. La note stratégique doit préciser clairement quels instruments financiers sont applicables au 'missing middle', quels acteurs doivent être concernés, comment ils contribueront au développement etc.

Par le passé, BIO s'est toujours concentré sur des investissements dans l'agro-industrie et trop peu sur

des investissements dans ce 'missing middle'. Pour une institution comme BIO ce n'est pas la voie la plus facile : elle ne dispose que d'informations limitées que entreprises locales, elle n'a pas une idée claire de la réalité spécifique des producteurs agricoles familiaux et de leurs entreprises ; les coûts de transaction pour la sélection, le 'soin approprié' et le monitoring sont élevés. L'organisation ne dispose pas de gens sur place pour entretenir les contacts et le suivi... Il y avait la facilité Athéna, une collaboration entre BIO et le Centre pour le Développement de l'Entreprise (CDE), à travers lequel BIO procurerait des prêts aux 'très petites entreprises' et aux PME dans les pays ACP. En 2010, 300.000 euro étaient prévus pour cet objectif, mais la facilité Athéna n'a jamais fonctionné, et cela pour des raisons inexplicables. Les possibilités de l'octroi de crédits aux exploitants agricoles familiaux par BIO méritent d'être explorées et précisées. BIO est en effet l'instrument d'investissement principal de la coopération belge au développement et, si elle veut vraiment réaliser des investissements pertinents pour le développement, il est indispensable d'investir dans de petites entreprises agricoles prometteuses.



### III. Le gouvernement doit adapter ses rendements vis-à-vis BIO

L'accès au financement est essentiel pour la création ou l'élaboration d'une entreprise, pour le développement de nouveaux processus de production, pour l'investissement dans le capital humain,... C'est un défi récurrent pour de nombreux agriculteurs familiaux. L'obstacle principal qui empêche BIO de soutenir les petits PME agricoles est l'exigence de garantir un rendement d'environ 5% ainsi que les coûts de transaction présumés.

**La Coalition contre la Faim demande au gouvernement belge d'au moins diminuer partiellement l'exigence de rendement de 5% de BIO et de mettre des moyens supplémentaires à la disposition de BIO, n'exigeant pas tel rendement.**

Le profit est évidemment important pour une entreprise afin de créer un futur durable. Mais une entreprise agricole doit également avoir la possibilité de se développer, et les petites PME agricoles ne réalisent des bénéfices qu'après quelques années. Le rendement financier se fait attendre et les risques sont plus élevés, mais le rendement de développement pour les agriculteurs concernés est généralement bien plus élevé (et ne peut souvent pas être représenté en pourcentage). Il convient donc qu'une organisation comme BIO -qui outre une rentabilité économique, vise aussi et surtout une rentabilité sociale et écologique - ose prendre plus de risques pour investir dans des projets agro-écologiques innovants qui envisagent réellement l'éradication de la pauvreté.

#### Barres de céréales du Pérou

Depuis 2011 l'entreprise de famille Waraq produit des barres de céréales à la base de kiwicha (une graine préhistorique des Andes). L'entreprise achète le kiwicha aux petits producteurs locaux et emploie aujourd'hui 25 personnes de la communauté locale dans sa fabrique. En 2003 la production a été étendue vers les céréales de petit-déjeuner et aux farines préparées (pour le marché des repas scolaires) avec l'appui des ONG pour le soutien direct et le renforcement des capacités et le financement sous forme de dons et d'emprunts subsidiés de Belgique (e.a. Lion's Club, Crédit Sud, etc.). En tant que PME exemplaire, l'entreprise a gagné le 'Premio presidente a la MYPE' en 2011. L'ambition la plus importante de l'entreprise, avec un chiffre d'affaires de € 47000 en 2011 est de percer des nouveaux marchés urbains à Huaraz et Lima, où il existe un potentiel énorme pour ces produits transformés. Le grand problème qu'affronte Waraq aujourd'hui est l'obsolescence de ses machines qui maintient la production à un faible niveau et les coûts élevés. Les dépenses élevées entraînent une accumulation croissante de dettes et un retard des remboursements, ce qui met en danger la durabilité de l'entreprise. Le marché des crédits pour les micro-entreprises et les PME se révèle être insuffisant. Tandis que les conditions pour les crédits de moins de € 27000 se sont assouplies et que les garanties par hypothèques ne se requièrent qu'à partir de crédits de € 53 000 à € 60 000, la flexibilisation du secteur n'a pas engendré de taux d'intérêts plus bas. Le taux d'intérêt effectif, annuel d'un crédit entre € 18 et € 27 000 s'élève entre 36 et 40%, et entre 33 et 36% pour les crédits entre € 27 000 et € 37 000, et à 30% pour les crédits plus grands. La durée de validité des crédits est d'un maximum de 2 ans. Pour des machines plus haute-technologiques il n'y a pas de fonds de roulement ou de location disponibles. En vue de faire accroître la production et de baisser les dépenses, il est indispensable d'obtenir un financement à long terme pour l'achat des machines, l'automatisation et les investissements dans la commercialisation. En outre, Waraq rencontre de grandes difficultés pour attirer les capacités essentielles de gestion et le know-how pour pouvoir concurrencer les produits plus connus sur le marché local. Une politique d'appui au secteur privé pourrait répondre à ça en soutenant les structures financières locales en assistance aux micro-entreprises et aux PME, avec l'aide directe aux entreprises en transition par des programmes de soutien en collaboration avec les initiatives gouvernementales existantes (Propyme ou Cofide au Pérou), en stimulant les financiers locaux à prendre des risques, en finançant des « périodes de grâce » auprès des financiers locaux, et avec du soutien de capacité (rédactions de business plans, HACCP). Source: ADG

## IV. L'octroi de crédits doit de plus en plus aller de pair avec l'assistance technique et le renforcement des capacités

Les agriculteurs se voient confrontés aux entreprises qui acquièrent de plus en plus de pouvoir économique sur les marchés locaux. Sur le plan mondial, un nombre élevé d'entreprises agricoles familiales fait face à un nombre limité de fournisseurs, de commerçants et de transformateurs. Un quart de la vente totale de boissons et d'aliments est détenu par à peine dix entreprises. Il est difficile pour des petits exploitants agricoles dans des pays en développement de se développer et d'être compétitif sur les marchés locaux et régionaux. Sur les marchés plus globalisés les producteurs ne disposent pas d'un grand pouvoir de négociation. Une politique belge progressive de régulation du marché et du commerce (voir l'encadré 'l'agriculture familiale a un problème structurel) doit aller de pair avec un renforcement des capacités afin de rendre les con-

trats plus transparents et équitables quant aux quantités, aux normes de qualité, au prix et à la médiation des conflits, pour que les coûts et les risques soient mieux répartis etc. Les agriculteurs familiaux ont besoin de soutien pour acquérir accès à l'expertise technique, à l'entraînement commercial, à des intrants adaptés et au crédit.

**Des instruments financiers adaptés doivent donc aller de pair avec une telle assistance technique et un renforcement des capacités ce qui demande un certain effort des dispensateurs de crédit comme BIO, ce qui n'est pas impossible. La réponse se trouve dans une collaboration plus étroite et plus de complémentarité avec d'autres acteurs (belges) de développement.**

### KUOTA, fonds d'investissement pour des entreprises d'agriculture familiale ambitieuses

KUOTA<sup>17</sup> n'est qu'une idée pour le moment. Une idée conçue par Vredeseilanden pour pouvoir répondre au besoin de capitaux à risques des organisations paysannes. Le fonds d'investissement défend une approche intégrée de capital-risque, le renforcement des capacités et le soutien au business management. Le fonds veut offrir aux producteurs du capital flexible à long terme (5 à 10 ans) permettant aux organisations de producteurs de se développer à leur propre rythme. Parmi les exemples d'investissements concrets, soutenus par le fonds KUOTA, on trouve: l'élaboration d'une entreprise pour le traitement de café de qualité par les coopératives paysannes congolaises Coocenki et Sydip, une entreprise de traitement pour la production du riz blanc de qualité au Bénin provenant de plus de 6000 riziculteurs qui sont membres d'UNIRIZ-C, une recapitalisation de la fédération équatorienne de coopérations de café, FAPECAFES, (avec plus de 2000 membres) pour accroître son influence, le soutien de l'organisation de producteurs sénégalais, UGAN, dans leur croissance de leur commercialisation collective de sésame etc. Une estimation conservatrice prévoit un retour d'à peu près 3,25%. Bien que le fonds ne soit pas encore entré en vigueur, plusieurs investisseurs privés se sont déjà montrés intéressés. Une participation dans ces initiatives en combinaison avec un rendement social élevé du soutien au secteur privé peut faire la différence aux fins d'attirer des investisseurs privés (source : Vredeseilanden).

<sup>17</sup> "Kuota" signifie en Swahili "croître, développer, germer"



## Bananes bio au Sénégal

Depuis 2006 Vredeseilanden travaille en partenariat avec l'Association des Producteurs de la Vallée du Fleuve Gambie (APROVAG), une organisation de producteurs de bananes. Aujourd'hui APROVAG réunit 1250 agriculteurs familiaux (dont 350 femmes) qui sont actifs sur des parcelles allant de 0.5 à 2 hectares. Avec l'objectif de répondre à la demande Européenne en bananes bio et de profiter du secteur le plus élevé du marché sénégalais, APROVAG a pensé à une joint-venture avec Agrofair – un importateur et distributeur de fruits tropicaux, biologiques – pour la fondation d'une ferme modèle (50 hectares) à côté des parcelles existantes. La ferme modèle garantit une production continue et sert de plate-forme pour les agriculteurs de bananes individuelles. De plus, la ferme offre du soutien technique sur le plan de la qualité, afin que la production des agriculteurs familiaux puisse répondre aux normes strictes de qualité GlobalGap. La 'joint venture' vise les secteurs supérieurs du marché local (les supermarchés à Dakar), où la firme entre en concurrence avec les bananes importées de Côte d'Ivoire. Les besoins d'investissement principaux sont des crédits pour la construction de capacité de stockage, des systèmes d'irrigation et de drainage, des semences et une unité d'emballage avec des capacités frigorifiques, etc. Le tout pour un montant total d'environ 1 million d'euros. Le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise s'estime à 1.25 millions d'euros pour une période de 10 ans. A partir de la deuxième année, l'entreprise serait déjà rentable et générerait un taux de rentabilité interne de 14%. L'accès au marché de Fair Trade signifierait pour l'entreprise une différence de € 80 000 qui pourrait être investie dans des projets sociaux. En outre, la culture biologique, la certification de Global-Gap et un système d'irrigation ont un impact positif sur l'environnement (source: Vredeseilanden).

## V. Optimiser la collaboration entre des acteurs différents au niveau du développement du secteur privé dans le secteur agricole

Pour pouvoir investir dans les capacités et les connaissances des entreprises agricoles (dans ce cas, pas les nouvelles), tous les acteurs de la coopération belge au développement (BIO, CTB, les ONG, les entreprises etc.) peuvent jouer un rôle.



Ainsi la **CTB** peut par exemple collaborer au soutien d'une politique agricole dans un pays partenaire qui crée les conditions pour donner aux petits exploitants agricoles une capacité d'accès au marché et la possibilité d'être compétitifs. La CTB peut ainsi collaborer à un cadre législatif qui protège les droits et l'accès aux ressources naturelles, développer les infrastructures nécessaires, offrir des services aux agriculteurs (par exemple, l'accès à l'information, à la technologie, à la formation, au stockage etc.); rendre les crédits disponibles pour des agriculteurs familiaux; soutenir des organisations de producteurs et leur esprit d'entreprise, en matière d'analyse du marché, d'amélioration de la qualité, de gestion des risques; etc. Cela peut être discuté et fixé dans les programmes indicatifs de coopération et dans le dialogue avec les gouvernements des pays

partenaires. La **coopération belge au développement** peut souligner l'importance des programmes de réforme dans le secteur financier en collaboration avec les gouvernements et les banques centrales du pays partenaire. Ces réformes se concentrent le mieux sur des institutions spécifiques comme les banques de développement agricole, la régulation, le renforcement de l'infrastructure financière dans le financement agricole etc. **Les ONG** jouent aussi un rôle dans le soutien des organisations de producteurs comme unités commerciales et le renforcement de leur capacité et leur position de négociation. Elles peuvent établir des contacts et stimuler l'échange. Le gouvernement peut à ce sujet soutenir des initiatives prometteuses et novatrices du secteur privé et s'inspirer de ces initiatives pour sa propre gestion.

**Les entreprises** peuvent soutenir des agriculteurs familiaux dans l'accès à l'expertise technique, à la formation commerciale, aux intrants adaptés et au crédit. Elles peuvent respecter des normes et standards qui visent une durabilité économique, sociale et écologique. Dans des pays où le droit à l'alimentation est menacé, il faut créer un cadre de régulation contraignant. Les moyens de la coopération au développement ne peuvent être appliqués que sous des conditions spécifiques pour de tels investissements. A Bruxelles, la Plate-forme Agriculture peut par exemple effectuer un suivi régulier, réunissant sur une base régulière les acteurs pertinents, actifs

dans l'agriculture et le développement.

Nous pouvons conclure qu'il y a de nombreux défis sur la table pour élaborer et appliquer une politique belge de soutien au secteur privé qui soit réellement pertinente pour le développement. La Coalition contre la Faim croit, qu'avec de l'ambition, il est possible de suivre les solutions adéquates. Elle encourage tous les acteurs à y participer activement.

## Tanganyika Instant Coffee en Tanzanie

En 2005, un consortium de coopératives Tanzaniennes de petits producteurs de café, dont le partenaire d'Oxfam, KCU, a repris la fabrique de transformation de café Tanganyika Instant Coffee Corporation. Le capital social de cette entreprise s'élève à 1.5 millions d'euros et 737 000 d'euros de capital déposé. L'objectif principal de la fabrique est d'augmenter la valeur ajoutée locale à travers de la production de café soluble pour les marchés intérieurs et extérieurs. Annuellement, la fabrique produit 500 tonnes de café soluble et emballe plus que 100 tonnes pour le commerce de détail. En 2010 l'entreprise a entamé la production de café grillé et moulu. En 2012 la production a crû de 10 tonnes par mois. 60% de la production se vend sur le marché intérieur, sous la marque déposée Agricaffe. 40% est exporté dans des emballages en vrac de 30kg. Sur le marché international, le café tanzanien doit entrer en concurrence avec le café plus économique venant e.a. du Brésil. Sur le marché intérieur, c'est surtout la demande limitée qui pose problème, ce qui engendre des dépenses de marketing plus élevées. C'est justement là que réside le défi pour Tanganyika Instant Coffee. Le financement n'est disponible que pour la production orientée vers l'exportation – tout comme l'achat (très cher) des appareils de lyophilisation pour pouvoir répondre aux normes de qualité européennes très strictes – tandis qu'il a y surtout un besoin de capital. Les banques commerciales comptent des intérêts jusqu'à 20% par an pour l'achat de matières premières pendant la saison de récolte, ce qui augmente les frais énormément. A côté de ça, l'entreprise est à la recherche de financement pour l'installation d'un système d'assainissement d'eaux usagées (source: Oxfam-Wereldwinkels).



**Rédaction:**

Jan Van de Poel (11.11.11),  
Saartje Boutsen (Vredeseilanden),  
en collaborée avec Coalition contre la faim

Septembre 2012



**coalitie tegen de honger**  
**coalition contre la faim**